

Pontivy. La fermeture des services publics inquiète

Pontivy - Publié le 21/01/2016 à 05:00



- **L'intersyndicale dénonce le transfert de nouveaux services de Pontivy à Vannes, au détriment des usagers du Centre-Bretagne. | Ouest-France**

Les services du cadastre et de la fiscalité du centre de finance de Pontivy vont être transférés à Vannes. La trésorerie de Rohan a, quant à elle, fermé le 1er janvier...

Après le tribunal, la gare, la Banque de France... C'est au tour du centre des finances publiques de Pontivy de voir partir certains de ses services. Le 1^{er} février prochain, le service du cadastre ferme en effet ses portes pour être transféré à Vannes. Le même sort est réservé au service de la fiscalité, le 1er septembre prochain. À Rohan, c'est la trésorerie qui a fermé depuis le 1^{er} janvier.

« Tout concentrer sur la côte »

Une situation qu'est venu dénoncer hier, à Pontivy, l'intersyndical des Finances publiques du Morbihan (CGT, Solidaires et FO) : « **Nous sommes inquiets pour les services de proximité... Il y a une volonté de tout concentrer sur la côte, au détriment du Centre-Bretagne !** », regrette ainsi Christophe Rissel, CGT finances publiques.

" 23 postes vont disparaître dans le Morbihan "

Pour l'intersyndicale, ces fermetures sont une conséquence directe des suppressions de postes : « **23 postes vont par exemple encore disparaître cette année dans le Morbihan** », révèle Anne Rio de Solidaires finances publiques. Dans ces conditions, impossible pour les agents de maintenir leur travail correctement. « **Les gens doivent faire plus avec toujours moins de personnels... Comment est-on censé faire ?** », interroge Patrick Ravache, FO finances publiques, qui regrette des conditions de travail de plus en plus difficiles pour les agents : « **La médecine du travail s'inquiète d'ailleurs de l'augmentation de la souffrance au travail à Pontivy et à Ploërmel.** »

" Les usagers vont en pâtir "

« **Au final, ce sont les usagers qui vont en pâtir. On est censé offrir l'égalité devant les services publics. Mais en les obligeant à se rendre à Vannes, ce n'est pas le cas !** », s'agace Jean-Marc Papotier, de Solidaires finances publiques. « **On est en train de chasser les contribuables des accueils.** »

Pour défendre les services publics, ils appellent à manifester le 26 janvier prochain à Vannes, à la Rabine dès 11 h, et à Lorient à la maison des syndicats, à 11 h.